

J.-Cl. Juncker au 3^e Forum financier

Juncker annonce son départ de la présidence de l'Eurogroupe au 1^{er} janvier 2009.

La présence de Jean-Claude Juncker est appréciée surtout par le public germanophone, ces temps-ci, pour bavarder sur l'épopée de l'euro. Une recette de succès qui avait pris son départ au Forum financier de Luxembourg, lors de la rencontre avec l'ancien chancelier allemand, Helmut Kohl. En ce moment des commémorations du 10^e anniversaire de l'euro, Jean-Claude Juncker est le doyen des ministres des Finances européens en fonction. Vendredi, il a annoncé qu'il entendait se retirer de la fonction de président de l'Eurogroupe, au 1^{er} janvier 2009.

Dans un discours remarquable, le ministre des Finances de la République de Slovénie, Andrej Bajuk, a décrit les expériences avec la monnaie européenne.

Lire en page 6



Photo : alain rischard

La journée a été rehaussée par l'intervention d'Andrej Bajuk (ministre des Finances de Slovénie) et le débat avec Jean-Claude Juncker et Jürgen Stark.

L'euro : une expérience de dix ans

Le Luxembourg Financial Forum a réuni au Kirchberg 600 experts du secteur financier.

À quelques jours de la prochaine réunion des gouverneurs de la Banque centrale européenne, Jürgen Stark, le membre du directoire de la BCE, met en garde que ses propos ne doivent pas être interprétés comme prise de position sur les questions d'actualité.

De notre journaliste
Jean Rhein

Le débat s'annonce donc théorique. Il est inévitable que les expériences historiques de Jean-Claude Juncker soient évoquées. Selon le modérateur, Thomas Klau, la véritable date de naissance de l'euro coïnciderait avec le Conseil européen des 13 et 14 décembre 1997. Jean-Claude Juncker confirme cette interprétation.

Jean-Claude Juncker est imbattable lorsqu'il s'agit de conjuguer les verbes allemands, son usage du subjonctif est plus que parfait. Les longues phrases, dont il a la maîtrise en

français, il arrive à les clôturer correctement en allemand. Et ce qui surprend le plus les auditeurs germanophones qui sont habitués aux déclinaisons maltraitées dans les dialectes régionaux teutoniques : le président luxembourgeois de l'Eurogroupe ne commet pas de fautes grammaticales.

La controverse entre Jürgen Stark et Jean-Claude Juncker n'a pas vraiment porté sur la question de savoir si l'Union politique aurait dû être préalable à l'Union monétaire. Juncker rappelle le contexte historique et les longs débats qu'il a eus avec le président de la Bundesbank de l'époque, Karl-Otto Pöhl.

Le débat de vendredi, entre Juncker et Stark qui représentent des institutions différentes, montre que la question est plus complexe. Jean-Claude Juncker est l'homme politique, Jürgen Stark est le banquier. Le premier réagit de façon politique. Le second se montre respectueux des

attributiones qui sont les siennes : la stabilité de la monnaie européenne.

➤ Politique financière vs. politique monétaire

La question finit par se focaliser sur l'essentiel. En ce qui concerne la politique financière et la politique monétaire, l'économie et la politique - pour ainsi dire la politique économique - prévalent sur la politique monétaire.

«Il est moins facile d'obtenir un accord entre 27 membres du Conseil européen qu'entre les gouverneurs de la Banque centrale européenne», lance Jean-Claude Juncker. Son interlocuteur reproche la violation des règles du pacte de stabilité, quelque peu à la tête du client. «Il est inconcevable qu'un État membre, dont la dette s'élève à quelque 100% de la valeur du PIB n'ait fait aucun effort endéans quelques années, et que sa dette

dépasse toujours les 100%». Jürgen Stark estime que «des pécheurs potentiels sont appelés à juger des pécheurs potentiels. Les règles ne sont pas internalisées», constate-t-il.

Jean-Claude Juncker réplique que la BCE se défend (à juste titre) de toute immixtion de la politique; pourtant, les responsables politiques ont bien le droit de réformer le pacte de stabilité. «2003 n'a pas été un désastre!»

Selon le président de l'Eurogroupe, l'Union politique aurait été un prétexte d'empêcher l'Union monétaire. «Aujourd'hui, on le voit mieux : sans l'Union monétaire, l'Union politique ne serait pas là où elle est aujourd'hui. Sans l'Union monétaire, la réaction de 16 banques centrales à la crise du 11 septembre 2001, par exemple, n'aurait pas été unanime. Actuellement, nous parlons d'une seule voix avec les Américains et les Japonais».